



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

taxe sur les véhicules de sociétés

Question écrite n° 88428

Texte de la question

M. Alfred Trassy-Paillogues * appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les difficultés posées par les nouvelles règles d'assujettissement à la taxe sur les véhicules de société, telles que définies dans la loi de finances pour 2006. En effet, cette taxe s'étend désormais aux indemnités kilométriques et est calculée en fonction des émissions de dioxyde de carbone. Ainsi, dès lors qu'un salarié utilise son véhicule personnel à des fins professionnelles pour plus de 5 000 kilomètres par an, remboursés sous forme d'indemnités kilométriques par l'employeur, la société est soumise à cette taxe, croissante avec le kilométrage effectué. Cette réforme pénalise dès lors toutes les sociétés en France et laisse le sentiment d'une pression fiscale supplémentaire en direction des acteurs économiques de notre pays. En outre, beaucoup d'incompréhension entoure cette mesure car, depuis toujours et selon une jurisprudence constante, dans les domaines fiscal et social, les indemnités kilométriques sont considérées comme le remboursement des dépenses réelles à la charge de l'utilisateur, exonérées de toutes taxes, cotisations ou contributions. Il aimerait donc qu'il lui indique s'il entend assouplir ces nouvelles règles.

Texte de la réponse

La réforme de la taxe sur les véhicules de société (TVS) a profondément modifié ce régime afin de rendre la taxe plus équitable et d'encourager la détention de véhicules peu polluants. La vignette qui restait due par les seules sociétés a été supprimée et intégrée dans la TVS. En outre, le barème a été modifié pour favoriser l'acquisition de véhicules faiblement polluants en abaissant le tarif des véhicules les plus propres et en augmentant fortement celui des véhicules les plus polluants. Enfin, l'exonération des véhicules de plus de dix ans, qui polluent le plus, a été supprimée. Néanmoins, des exemples transmis par des dirigeants d'entreprises, notamment de PME, ont fait ressortir que les dispositions relatives aux véhicules appartenant aux salariés et faisant l'objet de remboursements kilométriques étaient trop pénalisantes. Dans le cas où le véhicule assujetti à la TVS appartient à un collaborateur, le barème sera donc modifié en profondeur, par le triplement de la première tranche. La TVS sera donc due à 25 % entre 15 001 et 25 000 kilomètres ; 50 % entre 25 001 et 35 000 kilomètres ; 75 % entre 35 001 et 45 000 kilomètres ; 100 % au-delà de 45 000 kilomètres. Ensuite, un abattement de 15 000 EUR sera appliqué à la TVS calculée sur les véhicules des salariés. Couplé au nouveau barème, cet abattement de 15 000 EUR rend la réforme indolore pour la quasi-totalité des PME qui seront exonérées de TVS. En outre, et pour permettre aux entreprises de dialoguer avec les salariés sur le choix des véhicules et de permettre une vraie réflexion stratégique sur la gestion du parc automobile de l'entreprise, la mise en oeuvre, pour les véhicules de collaborateurs, de la réforme de la TVS se fera sur trois ans avec un montant dû croissant : 1/3 de l'imposition sera dû la première année ; 2/3 la deuxième année ; la totalité la troisième année. Enfin, afin d'éviter à la majorité des entreprises concernées des formalités administratives excessives, les entreprises non-imposables après l'abattement de 15 000 EUR n'auront aucune déclaration spécifique à déposer. L'ensemble de ces modifications sera applicable dès cette année, pour le paiement de la TVS due au titre de l'année 2006. Une instruction administrative précisera les modalités d'application de ces mesures en ce sens, et les modifications législatives nécessaires seront apportées dès que possible.

Données clés

Auteur : [M. Alfred Trassy-Paillogues](#)

Circonscription : Seine-Maritime (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 88428

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 mars 2006, page 2662

Réponse publiée le : 20 juin 2006, page 6542